

# GRAINE DE LIBÉRATION

Publication sur la libération de la terre et ses  
habitant-e-s



## Contenu de ce numéro:

Editorial.....	2
L'antinatalisme dans les idées anti-autoritaires.....	3
La procréation humaine comme acte hétéro-patriarcal.....	5
Débordement de la biocapacité de la planète et dette écologique.....	7
Écocide.....	10
L'art de réprimer.....	13
Un texte .....	17
DIY: fiche pratique .....	18



Contact:

[grainedeliberation@riseup.net](mailto:grainedeliberation@riseup.net)

## Editorial



Quoi de mieux que l'image de cette page pour décrire l'orgueil de notre espèce. Il s'agissait d'un des plus vieux, des plus grands séquoia nord américain, coupé par le cerveau humain dans sa quête imbécile de trophée. Un arbre qui était sur terre, vivant dans son milieu depuis des centaines d'années. Sa taille est le symbole de la victoire humaine sur la nature dont il croit ne pas faire partie. Et pour couronner le tout, la descendance humaine montée sur ce qu'il reste de l'arbre comme un avertissement d'un futur lamentable pour la biosphère : la propagation de l'extermination.

Nous parlerons dans ce numéro d'un thème préoccupant : le natalisme. Nous pensons que c'est un thème qui doit être discuté dans les milieux anti-autoritaires et antispécistes. Nous revenons encore et toujours sur la destruction de la planète et sur les moyens de répression mis en oeuvre par les États pour museler la colère du peuple.

Les dernières belles choses comme la solidarité, les gestes rebelles sont une bouffé d'oxygène devant ce système rouleau compresseur qui avec sa répression et ses enfermements veut obtenir que la rébellion cesse et que la peur ait raison des idées.

Une pensée depuis cet éditorial aux prisonniers de longues peines tant humain comme non humain qui croupissent derrière des barreaux à la merci d'une classe d'êtres abjectes.

Ne les oublions pas.

## **L'antinatalisme dans les idées anti-autoritaires**

*« Si l'acte de création n'était pas accompagné de désir et de sentiments et se basait uniquement sur un acte purement rationnel, la race humaine existerait-elle encore aujourd'hui ? Nous aurions de la compassion pour les générations suivantes en leur évitant la charge de l'existence »*

Arthur Schopenhauer

### **Existe t'il une raison logique pour nous reproduire en tant qu'espèce ?**

Tous les animaux, plantes, bactéries et autres êtres vivants possèdent dans les nécessités basiques de leur existence l'acte de procréation. Ainsi au cours du temps, l'équilibre naturel, la sélection naturelle et l'évolution des espèces ont fait leur travail de manière équilibré dans un ordre chaotique naturel.

L'espèce humaine, différente du reste des espèces quant au développement de la raison, a cassé cet équilibre qui avait mis des temps immémorables pour se faire. Elle a fait ce qu'aucun animal n'avait fait avant, rompre toutes les harmonies, les liens et les inter-relations construites à travers le temps. Un nombre incommensurable d'espèce de la flore et de la faune a disparu, conséquence de la destruction du milieu ambiant.

Cette destruction de la biosphère pour des intérêts de pouvoir et de progrès, reflétés dans les civilisations complexes et les éléments qui la composent, a généré une centralisation humaine en des points spécifiques de la terre, a peuplé des lieux inhabitables. Son modèle « civilisé » a rendu possible la « surpopulation » humaine, générant un déséquilibre du nombre d'humain sur terre et une propagation de la logique civilisation/industrialisation. L'équilibre avec la terre et le reste des autres espèces dont il a fait partie durant des millénaires est complètement rompu et transformé.

Le nombre excessif et croissant d'humain a dépassé drastiquement le nombre basique de subsistance au niveau de l'espèce. Nous sommes loin du danger de l'extinction de l'espèce ; Nous sommes par contre responsable de l'extinction d'autres espèces.

L'espèce humaine n'est pas en danger d'extinction ; elle est plutôt en déséquilibre par rapport aux autres espèces et à la nature auquel elle faisait partie autrefois. Il n'y a donc aucune raison logique de s'inquiéter de la baisse de la natalité et aucune raison de vouloir se reproduire. Un autre aspect de la procréation humaine est l'égoïsme systémique qui le compose. Si on vient au monde c'est parce que nos géniteur-e-s en ont eu envie. Ce n'est en aucun cas pour prolonger l'espèce ni l'instinct qui les ont obligé à le faire. La seule obligation est systémique. Dans le modèle social dans lequel nous vivons, se reproduire fait partie d'un « package » de règles à suivre : chercher une personne de sexe opposé, une maison, un animal de compagnie et assurer une descendance, pour pouvoir perpétuer ce même schéma sans même se poser de question.

Certain-e-s pensent que du fait de se trouver dans un milieu anti autoritaire, antispéciste, leur descendance aura les mêmes pratiques. Cela est loin d'être sûr. Hormis le cercle familial, tout

autour de l'enfant ne sera qu'autorité et spécisme. Il y a de grandes possibilités qu'il ait des pratiques contraires à ses parents.

Certain-e-s considèrent la possibilité de les maintenir éloigné-e-s de cette information (autoritarisme, patriarcat, spécisme) mais comment ? En les maintenant dans un monde de mensonge ?

L'enfant sera soumis-e à la violence de la civilisation et inévitablement subordonné par ce cancer appelé autorité car même si nous faisons tout pour les élever entre compagnon-ne-s, l'État a la possibilité de s'introduire dans nos vies et même plus encore lorsqu'il s'agit de mineur-e-s. Il peut décider si nous sommes capables de les élever et même décider sur son alimentation, son éducation et sa santé.

De plus, les parents peuvent avoir des pratiques différentes de celles établies avant d'avoir l'enfant, pratiques qu'ils rompent par amour pour leur progéniture tombant ainsi dans l'incohérence générée par la peur qu'impose la société devant l'éducation de l'enfant dans un mode de vie distinct de celui établi par la société.

Un exemple concret est le nombre de couche qu'utilisera un-e humain-e pendant sa vie. La quantité se réduit au fur et à mesure que le bébé grandit mais reste cependant énorme. La première année de sa vie, la créature utilisera environ 2180 couches. Combien de temps avant que la nature les dégrade ?

La majorité des produits que consomment les bébés dans les milieux civilisés sont une conséquence de l'industrialisation, des entreprises pharmaceutiques et autres saloperies qui détruisent la planète et sont testés sur des individu-e-s animaux de tout types. Les progénitures utiliseront des laits et autres fluides volés à d'autres individu-e-s.

Les vaccins sont obligatoires la plupart du temps (il faudrait un numéro spécial dédié aux effets néfastes des vaccins). Ce sont des poisons expérimentés sur des animaux avec dans leur composition des produits d'origine animale qui nuisent autant aux humains qu'aux non-humains.

Ceux qui ont décidé d'avoir un enfant n'ont peut-être pas réfléchi à toutes ces choses qui vont tomber sur la tête de leur enfant dès leur naissance.

La destruction de la biosphère continue de se produire et les uniques responsables sont les humain-e-s, indépendamment de leurs idées ou pratiques. Juste par le simple fait d'être présent dans ce milieu civilisé, ils seront responsables de la destruction de la nature et participeront au cercle vicieux de soumission et dévastation.

Il est très difficile d'échapper aux modèles qu'exige la société pour vivre dans celle-ci. Les parents cesseront d'être des individus avec leurs nécessités, leurs temps libres pour être des pères et mères. C'est un compromis pour la vie auquel ils seront soumis-e-s. La mère sera celle qui souffrira le plus. Dans nos sociétés patriarcales, elle accomplira son rôle d'esclave devant son enfant.

Bien-entendu le système de domination veut que tu te reproduises. Il a besoin de nouveaux esclaves. Il lui faut du sang neuf pour faire tourner les engrenages de la machine de domination.

## **La procréation humaine comme acte hétéro-patriarcal**

Une action naturelle dans un milieu dénaturé, artificialisé à l'extrême ne l'est plus. Comme nous le disions auparavant, nous ne nous trouvons pas dans un milieu en équilibre avec le reste de la nature mais tout le contraire. Nous nous retrouvons comme une espèce contre le reste de la nature dans son ensemble. C'est depuis cette perspective que nous allons penser à la reproduction humaine. Bien éloigné de notre condition animale, l'humanité civilisatrice nous a quitté ces qualités (déanimalisé ?). Les animaux dans leurs habitats ont une raison pour se reproduire; le maintien et l'équilibre entre espèces, occuper un rôle dans la chaîne trophique<sup>1</sup>. Nous vivons dans des villes, dans des civilisations complexes et rien de tout ça n'a lieu d'être; tout le contraire. Nos civilisations portent préjudice aux vestiges de vies sauvages restantes sur la planète.

Sachant que la survie de l'espèce n'est pas en danger, la procréation humaine est un acte patriarcal. Elle n'est pas nécessaire et fait plus de mal à la planète qu'autre chose. Elle assigne la femme à un rôle maternel passif, rôle peut-être inexistant dans le milieu sauvage plus ou moins équilibré où les organisations dans beaucoup de cas s'occupent des enfants de manière communautaire. Dans nos civilisations post-moderne industrielle, la femelle humaine est soumise au rôle d'esclave de son enfant, Elle délègue son temps, ses capacités à ce seul but quand le mâle, en partie pour des raisons physiologiques (donner le sein) mais aussi pour des raisons culturelles (patriarcat) a une responsabilité réduite dans l'éducation de la progéniture. La liberté de la femme commence à en prendre un coup à partir du moment où elle porte le bébé en elle pendant neuf mois puis ensuite pendant les séances fréquentes de l'allaitement. Ce n'est qu'après des années qu'elle pourra enfin reprendre un peu le contrôle de sa vie, quand le rejeton saura manger, se laver et marcher tout seul. Le choix d'avoir un enfant se fait dans un milieu coercitif. On vante toujours la joie d'avoir un enfant mais jamais les désavantages d'être mère ni les avantages de ne pas avoir d'enfant. N'importe quelle position politique ou personnelle contre le discours nataliste reçoit une sanction sociale, économique ou psychologique.

Dans un sens, ce manque de choix dans le discours nataliste est totalitaire. La société, depuis toujours, force les femelles à être mère. C'est le rôle que leur assigne la société et le régime hétéro-patriarcal. La femme est vue comme une espèce de machine à faire des enfants. La maternité exige qu'on aime ses enfants au dessus de tout ; même de soi. L'amour maternel est supposé inconditionnel. L'amour du père est supposé moins inconditionnel. d'ailleurs on ne parle jamais «d' amour paternel ». Les pères aiment leurs enfants bien sûr mais cet amour n'est pas catégorisé comme absolu, extrêmement généreux ou inconditionnel. L'amour maternel n'admet pas de nuances. Tout le potentiel que peut avoir la femelle humaine, toute son indépendance est déléguée à un acte qui non seulement n'est pas nécessaire mais peu éthique en partant du fait qu'il générera inévitablement des effets nocifs dans l'équilibre de la Terre. Le régime hétéro-patriarcal que l'on nous impose dénigre celles qui se posent la question d'avoir un enfant ou pas, et particulièrement les milieux féministes, anarchistes et

---

1. Le niveau trophique détermine la position d'une espèce dans la chaîne alimentaire. Pour la période 1961-2009, les scientifiques ont défini un niveau trophique de 2.2 pour l'Homme, niveau proche d'un anchois ou d'un cochon. Un prédateur supérieur tel l'orque atteint 5.5.

anti-autoritaires. De même que le capitalisme nous instaure la consommation comme un fait établi, à partir du moment où il nous donne la « liberté » de choisir entre un produit ou un autre, le patriarcat instaure la maternité comme un fait établi quand il donne à la femme la liberté d'accoucher comme elle veulent.

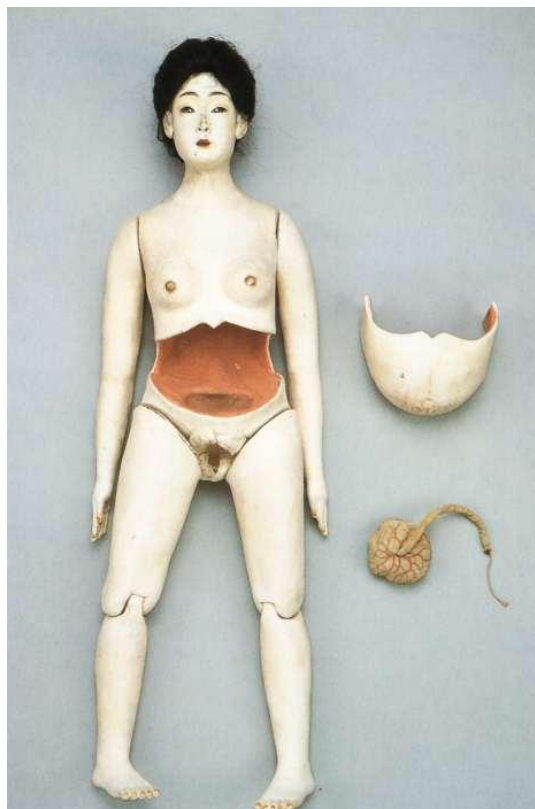
Le discours pro maternité parle d'accouchement naturels, d'ode à l'allaitement maternel et autre « orgueil » et voit la maternité comme un fait inévitable et obligatoire.

Oui ! La maternité est un acte patriarcal. Je vous rappelle que nous sommes sous un régime totalitaire appelé hétéro-patriarcal. Un exemple flagrant : c'est la femme qui doit souffrir les conséquences d'une grossesse non prévue qu'elle veut arrêter (peine de prison dans certains pays), c'est la femme qui doit supporter les pratiques destructrices que sont les moyens contraceptifs tandis que le mâle a pour seul peine ce qui arrive à sa compagne. Il ne le vit pas dans sa chair.

Il est l'heure d'abandonner tous ces mensonges sur la maternité naturelle. Les femelles humaines ne doivent pas choisir entre tel ou tel types d'accouchement, elles ont besoin de liberté comme tous les autres animaux (sur ce sujet précis).

Nous devons abandonner toutes les actions oppressantes non nécessaires pour le reste des habitant.e-s de cette terre et pour nous même. Nous devons démonter les rôles que nous offre cette triste réalité conditionnée par le système de domination en nous rappelant que nous sommes loin d'être en voie d'extinction.

La maternité acceptée comme rôle génère la perpétuité du système hétéro-patriarcal de dépendance au mâle et comme l'explique beaucoup de religion, à sa baguette magique, le phallus.

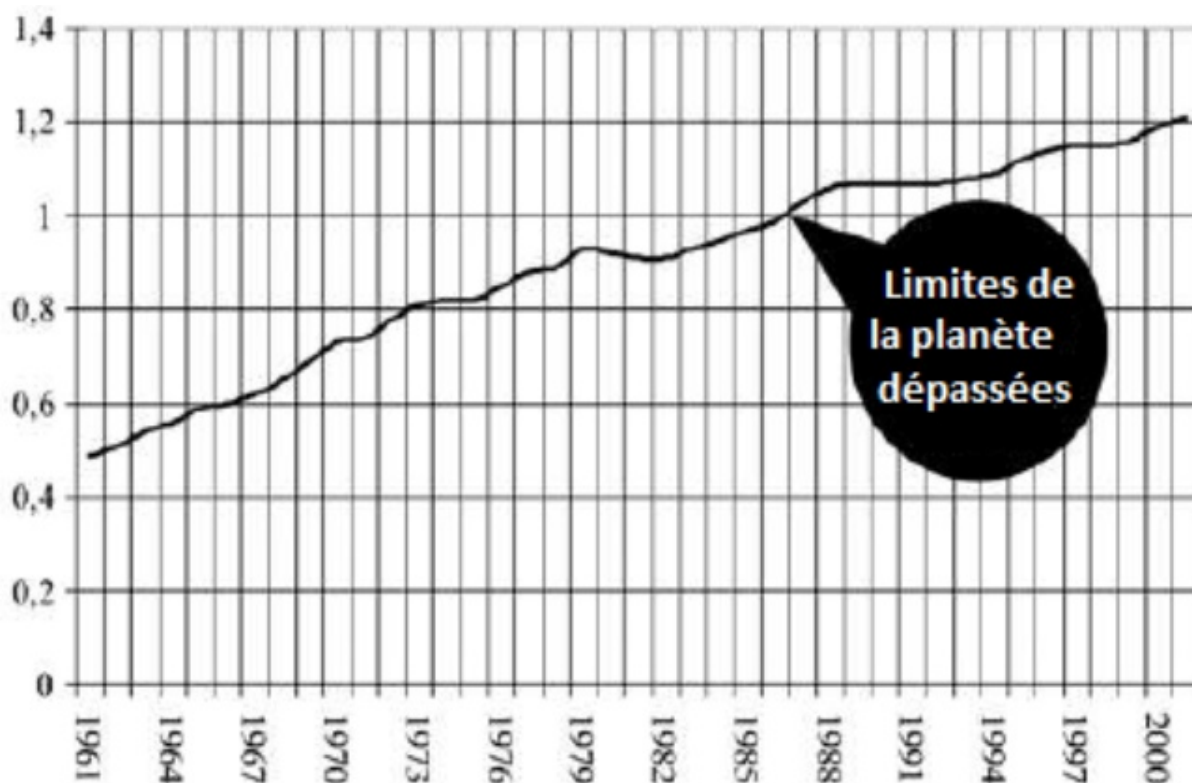


## Débordement de la biocapacité de la planète et dette écologique

Malgré tous les avertissements reçus depuis les années 80 quant au saccage de la nature, à l'hypothèque des ressources, bref à l'incapacité de la terre de fournir un mode de vie occidental à tous les habitants de la planète, le commerce et sa globalisation joyeuse continue de fleurir et les journaux relaient avec enthousiasme les points de croissance des différents secteurs industriels.

À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, l'espèce humaine, plus précisément celle vivant dans un système industrialisé s'accapare approximativement 40% de la biomasse<sup>1</sup> planétaire, ce qu'on appelle la production planétaire nette (Carpintero, 2005).

Cette consommation de la biomasse planétaire n'est ni homogène entre les différents États du monde, ni même homogène à l'intérieur de chaque société. Le mode de consommation est très diversifié selon l'endroit où l'on vit. Un concept plus approprié pour comprendre le véritable impact environnemental et les inégalités des systèmes urbano-agro-industriels est l'empreinte écologique de Rees et Wackernagel (1994)<sup>2</sup>.



1. la biomasse est la matière organique d'origine végétale (microalgues incluses), animale, bactérienne ou fongique (champignons), utilisable comme source d'énergie.

2. L'empreinte écologique analyse d'un côté la capacité productive d'une surface terrestre et de l'autre les ressources et énergies consommées par une population déterminée tout comme les résidus que cette population génère pour le traduire en une superficie de terre et mer nécessaire pour produire ses ressources et absorber ses déchets (murray 2005 )



L'empreinte écologique nous indique les besoins territoriaux totaux du métabolisme socio-économique des systèmes urbano-agro-industriels mondiaux. Ainsi si l'empreinte écologique d'un système déterminé est supérieure à la biocapacité de son territoire, nous sommes dans une situation de déficit écologique qui faut solutionner afin de garantir son fonctionnement. Pour en arriver à une telle situation, il faut avoir recourt à la surexploitation de ses propres éléments appelé « ressources » d'une perspective anthropocentrique ou importer la biocapacité du reste du monde.

A l'échelle globale, les calculs existants permettent d'affirmer que l'empreinte écologique du système urbano-agro-industriel à la fin du 20ème siècle était déjà 20 % au dessus de la biocapacité planétaire (voir schéma). Cela signifie que la société industrielle utilise plus de « bien » (appelé service par les sociétés anthropocentristes) que la nature ne peut lui offrir et dit d'une autre manière, qu'il coûterait 1,2 an (14 mois et 12 jours) pour que la nature régénère ce que l'humanité consomme en une année. Nous en sommes maintenant à 1,3 an. Ceci est un exemple clair de la crise écologique dans laquelle le capitalisme est plongé et cela ne semble pas déranger nos politicien-ne-s qui continuent à nous parler de croissance et s'inquiètent de la baisse du taux de natalité.

Les grandes métropoles sont celles qui abusent le plus de biocapacité au niveau des territoires. Quant aux classes sociales, les classes moyennes ou supérieures sont celles qui consomment le plus. Cette biocapacité est de plus en plus importée du reste du monde; une partie des déchets sera exportée vers des pays pauvres ou enfouie dans nos campagnes.

Combien de temps cela sera t'il encore possible ? Nous allons droit dans le mur mais au lieu de l'éviter en faisant demi tour ou au pire en le longeant, nous avons modifions la direction de quelques degrés par de petites actions demandées au peuple (douche plutôt que bain, recyclage des déchets) mais en continuant de laisser l'économie détruire la planète. Autrement dit nous allons dans le mur mais cela prendra un peu plus de temps. Les entreprises ont compris que leur clientèle était sensible au saccage de l'environnement. Ils ont alors noyé leur business dans de la communication : diesel propre, économie durable, etc. Tout en continuant de produire et gaspiller toujours plus.

L'industrie main dans la main avec les nouvelles technologies ne font qu'amplifier la chose.

Comme le dénonçait Gandhi au milieu du siècle passé : « Si l'Inde consommait la même quantité de ressources par tête que la Grande Bretagne, il nous faudrait 3 planètes ».

Malheureusement nous n'en avons qu'une et elle est en train de mourir.

De nos jours si les citoyens de la terre consumaient comme un citoyen moyen européen, il faudrait 2,5 planètes. Il en faudrait 6 si ce même citoyen consommait comme un ressortissant nord-américain (Murray, 2005; González, 2008).

Le « Nord » de la planète possède une dette énorme envers le « Sud ». Sans elle, le « développement » des grands espaces du capitalisme global n'aurait pas été possible.

Cette dette s'est accumulée au large des siècles par la spoliation des « ressources », les dommages environnementaux non réparés, l'occupation d'espaces hors des frontières pour y rejeter ses déchets, la perte de souveraineté alimentaire, les décharges de produits contaminants. Le « Nord » est le principal responsable de l'impact du changement climatique (González, 2008) même si de nouveaux pays que l'on nomme « émergent » se comportent comme des officines du capitalisme et ont maintenant la puissance suffisante pour demander et obtenir des espaces ambiants hors frontière, ayant dépassé la biocapacité de leur propre territoire.



Auparavant, les territoires s'approvisionnaient de la biocapacité existante à l'intérieur de leur pays. Mais depuis quelques dizaines d'années, certains pays se voient obligés d'acheter de la biocapacité hors de leur frontière au moyen de mécanismes commerciaux ou d'investissement voire en déclarant des guerres aux pays ayant les ressources recherchées avec toujours le même prétexte; la libération du peuple ou la venue de la démocratie. Tout cela permet d'affirmer qu'à l'échelle mondiale, il se crée des centres urbain-métropolitains qui importent de la «durabilité» au prix d'un désordre environnemental croissant qui commence à se faire sentir de plus en plus. Un infime pourcentage d'endroits naturels émergés de la planète reste vierges quand plus de 50 % est transformé par les activités humaines et spécialement par le système urbano-agro-industriel (Murray, 2005).

## Écocide

*Basée en grande partie sur le livre "Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces" de Franz Broschimmer (éditions Agone)*

“Écocide”, du grec “oikos”, la maison, la demeure; et du latin “caedere”, tuer, abattre: l’assassinat donc de l’habitat, du milieu de vie. Ce terme forgé en 1969 désigne l’extinction massive des espèces, la réduction brutale de la diversité biologique bref d’un désastre environnementale profond.

Contrairement aux idées reçues du bon sauvage qui vit en harmonie avec la nature, les êtres humains une fois devenu chasseur ont exploité leur milieu jusqu’à l’extermination.

Les premiers humains qui s’établissent en Australie, il y a 40 000 ans, mettent une vingtaine de milliers d’années pour parachever l’anéantissement de la mégafaune du continent. Les Eurasiens qui, il y a plus de 13 000 ans, franchissent le détroit de Behring entièrement pris par les glaces entreprennent immédiatement de détruire les grands mammifères des Amériques par des méthodes inconsidérées de chasse; ils y parviennent en quelques milliers d’années seulement. Sur ces deux continents, cette faune avait évolué sans l’humain et ignorait les ruses et les traîtrises de notre espèce, ce qui n’était pas le cas en Afrique et en Eurasie, où la mégafaune, ayant appris à se méfier, a mieux résister.

L’expansion démographique et le changement climatique aidant, la surexploitation a conduit les humains à se tourner vers l’agriculture.

La “révolution néolithique” et l’“invention de l’agriculture” se sont produit dans le croissant fertile, entre le Tigre et l’Euphrate, et probablement aussi, voici une dizaine de milliers d’années, dans quelques autres régions propices. Ces expressions commodes désignent la culture à grande échelle et la transformation des animaux et des plantes par la domestication<sup>1</sup>. Elle rend compte du formidable bond (surtout si on le rapporte à la lenteur du temps de l’évolution biologique qui va des hominidés à l’Homo sapiens sapiens) que constitue l’agriculture; tout simplement l’irruption de la civilisation.

La réalité est sans doute plus nuancée: les chasseurs-cueilleurs pratiquaient aussi une agriculture de complément à la cueillette et à la chasse; elle leur assurait une nourriture plus abondante et plus régulière.

L’agriculture augmente de façon considérable la capacité de produire des ressources alimentaires excédant les besoins de la population. Dès lors la lutte pour l’appropriation du surplus commence: les sociétés se structurent en classes, d’un côté ceux qui prélèvent le surplus (pour le consommer ou le gaspiller) et de l’autre ceux qui produisent, les agriculteurs.

---

1. Les archéologues ont pu mettre en évidence au Proche-Orient une évolution rapide du blé due à la sélection d’épis dont les grains restent attachés au lieu de se disperser. Quant au maïs actuel, il ressemble peu à son ancêtre, la téosinte: sa domestication, commencée il y a neuf millénaires, l’a privé de son dispositif de dispersion des graines et il ne pourrait survivre en l’absence de l’humain.

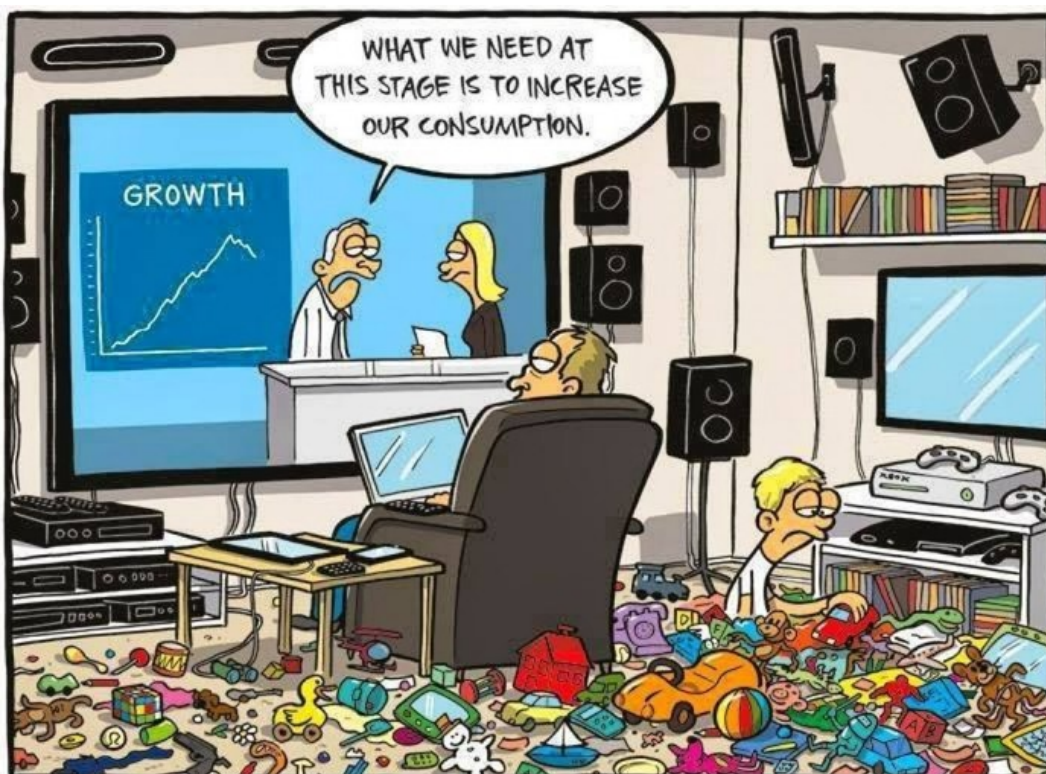
Les villes s'élèvent (Jéricho est fondée au 8ème millénaire avant J.C), la division du travail s'approfondit, la technique prend son essor tout comme l'expansion démographique. Les marchés s'élargissent et les grands empires naissent, atteignent leur apogée puis déclinent ou s'effondrent.

Dans tous les cas, la même cause socio-politique est à l'origine de l'écocide: la cupidité, la goinfrerie des classes dominantes, leurs penchants pour la guerre (moyen d'accroître leur richesse et d'assurer la paix sociale intérieure).

Leur désir de s'approprier une part croissante du surplus et leur aveuglement aggravent terriblement les problèmes que pose l'expansion démographique. Depuis deux siècles, notre monde est façonné par le capitalisme industriel, alimenté par la démesure et la toute puissance des techno-sciences.

Contrairement à ce qu'affirment les dirigeants des entreprises d'affaires et ce que tout le monde pense spontanément, leur but n'est pas de produire des voitures, de l'acier ou des médicaments, il est de produire des profits. La marchandise produite (qu'elle soit utile, nuisible, toxique ou criminelle) n'a qu'une importance secondaire comme le montre la migration du capital qui abandonne des secteurs entiers pour se réinvestir dans des activités plus profitables.

Le capital doit donc s'investir dans les productions les plus rentables et prendre constamment des décisions pour améliorer sa rentabilité : est-il plus profitable d'envoyer en Afrique les effluents toxiques d'une usine plutôt que de les traiter ici ? d'acquérir un monopole pétrolier en achetant une junte militaire ? De monter une campagne massive de manipulation de l'opinion pour promouvoir des vaccins et des médicaments inutiles voire dangereux ?



Ou encore comme le 16 juillet 1997, de financer une manifestation de personnes handicapées vêtues de maillot jaunes portant l'inscription « Paterns for life » (des brevets pour la vie) dans l'enceinte du parlement européen à Strasbourg pour lui faire voter la directive européenne 98/44 de « brevetabilité des inventions biotechnologique », alors qu'à 20 000 kilomètres de là en Afrique, ce même brevet assassine des centaines de milliers de malades non solvables ?

La règle du jeu du capitalisme est criminogène et la croissance exponentielle ne peut se poursuivre sans finir d'achever la planète.

Bien sûr, le capitalisme industriel cherche à s'extraire de cette image de destruction de l'environnement et se donne des adjectifs tels que « durable » ou « verte ».

La tendance fondamentale du capital est de poursuivre cette lutte contre la gratuité en privatisant tous les biens communs, peu importe que cela se traduise par la détérioration du bien-être des peuples et autres espèces vivantes. La seule chose qui importe, encore une fois, ce sont les profits qu'accumulent les dominants. Et il reste tant à privatiser ! Les mers, le spectre électromagnétique, les rues, l'éducation, les montagnes, les flics, l'eau, la vie, les idées, le langage...

Tel est la règle du jeu qui domine maintenant nos existences.

Le penchant des dominants pour la guerre est l'une des causes de l'écocide. Les militaires n'ont jamais eu la réputation de se soucier de l'environnement, et l'armée n'a pas encore songé à « communiquer » sur les performances écologiques de son dernier char de combat ou des munitions à uranium appauvri.

Un écologiste qui ne tient pas comme prioritaire la lutte pour un désarmement général et la paix c'est, comme un écologiste qui mange de la viande, un imposteur.

La mondialisation de la dégradation de l'environnement et de l'extinction en masse des espèces exige un réexamen des pratiques sociales humaines.

Les perspectives sont pourtant sombres quant à un renversement des valeurs et une modification de notre comportement vis à vis des autres animaux sur cette terre (nos voisins), tant les racines de notre démesure, de la déraison de notre hyper-rationalité techno-scientifique semblent profondes et tant le pouvoir des dominants paraît sans limite.

Ne comptons pas sur un appel à la sagesse des gouvernants.

Des civilisations englouties ont duré de sept à vingt siècles. D'autres civilisations ou communautés humaines leur ont succédé. La nôtre, celle du capitalisme industriel exponentiel n'a que deux siècles d'existence et on peut raisonnablement douter de sa longévité comme de la possibilité d'en construire une nouvelle sur la planète poubelle qu'elle laissera.

Peut-être est-il temps que notre espèce dégage de cette planète pour qu'enfin les autres puissent y vivre en toute liberté.

## L'art de réprimer

*Idées tirées du livre de Vanessa Codaccioni<sup>1</sup>, historienne et maîtresse de conférence à Paris 8, spécialiste de la répression, de l'antiterrorisme et des violences policières.*

A entendre le pouvoir, la répression ne prend jamais pour cible de simples manifestants ni des militants. Ce sont toujours des casseurs, des délinquants, des terroristes qui se retrouvent en garde à vue, arrêtés ou aujourd'hui mutilés (à ce jour, acte XVIII des gilets jaunes, le décompte provisoire<sup>2</sup> des mutilations définitives recense 1 morte, 5 mains arrachées, 22 éborgné-e-s, 1 perte définitive d'audition).

L'objectif du pouvoir dans ces déplacements sémantiques est d'invisibiliser le caractère politique des opérations de répression menées.

Cette stratégie du pouvoir a une histoire. De tous temps, les gouvernements ont toujours refusé de reconnaître le caractère politique des revendications ou des passages à l'acte de leurs opposants pour une raison simple : les reconnaître comme des ennemis politiques donne une légitimité à leurs opposants et ça il ne veulent pas. Ils veulent les traiter comme des criminels ou des délinquants, des casseurs, des terroristes c'est à dire comme des individu-e-s qui agissent non pas pour des raisons idéologiques, non pas pour s'opposer à une police et une politique injuste mais simplement pour des motifs crapuleux comme la volonté de casser, la volonté de voler autrui, la jalousie, la vengeance. On pourrait remonter au terrorisme anarchiste du 19ème siècle qui a été considéré comme une association de malfaiteurs et non comme une association d'ennemis publics. Les mots ont un sens. Cela permettait de dépolitiser les gestes et les revendications des opposants et de les assimiler à des criminels.

On voit de nos jours comment les Gilets Jaunes ou les antispécistes qui cassent des vitrines de bouchers ou qui brûlent des abattoirs sont traité-e-s de la même manière.

D'autres époques ont parfois pu adopter la stratégie inverse à savoir opter pour une politisation ouverte de la répression. On a pu ainsi traduire des ennemis intérieurs devant des juridictions d'exception. Entre 1963 et 1981, les opposants ont été reconnus comme des ennemis politiques parce que De Gaulle après la fin de la guerre d'Algérie, a créé un tribunal spécialisé dans les ennemis intérieurs. Ils pensaient bien-entendu à l'OAS quand il l'a créé. Ce dispositif s'est ensuite reporté sur les manifestations de mai 68, puis les maoïstes de la gauche prolétarienne dans les années 70, les militants de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), puis les indépendantistes (corse, basque, breton, martiniquais, guadeloupéens, action directe, etc.). Tous ces opposant-e-s ont été reconnus-e-s comme des ennemi-e-s politiques. Cela veut dire qu'ils étaient traduits-e-s devant un tribunal politique et militaire donc jugés-e-s par des juges choisis-e-s par le pouvoir politique (gaulliste pour la plupart) et par des militaires de carrière. Ils étaient soumis-e-s à des dispositifs d'exception très particuliers et complètement illégaux (la garde à vue qui pouvait aller jusqu'à 15 jours, détention illimitée).

---

1. "Répression – L'état face aux contestations politiques" aux éditions Textuel - 2019

2. <https://desarmons.net/>

Jean Marc Rouillan par exemple est resté 40 mois en prison sans aucune information sur son procès, sans aucune prolongation de sa détention provisoire. En revanche quand ces opposant-e-s entraient dans le tribunal ou quand iels rentraient en prison, iels avaient un régime spécial pour prisonnier politique, iels étaient reconnu-e-s comme des ennemis politiques et non pas comme des criminel-le-s, délinquant-e-s ou terroristes.

Cette période s'est refermée à partir de 1981 quand Robert Badinter et François Mitterrand prennent la décision de supprimer ce tribunal (la cour de sûreté de l'État). Ils mettent en avant la primauté du droit commun sur l'exception (être jugé-e par des militaires c'est pas rien). Ils estiment que le crime politique ne sert plus à rien et que tout le monde doit être jugé et traité de la même manière.

Qui dit traité de la même manière dit tout se vaut : le banditisme, le vol, la participation à une manifestation, un attentat. A partir de là tout va être géré par le droit commun. On a donc une dépolitisation de la répression et une dépolitisation des actes illégalistes d'opposants. Les militant-e-s ne sont alors plus reconnu-e-s pour avoir commis des crimes ou des délits politiques.

Pendant la loi travail en 2016 par exemple, on a vu beaucoup d'inculpation pour outrage, pour rébellion, port d'armes mais pas pour contestation politique. Certains humanitaires en 2018 ont été attaqué pour diffamation. Il en est de même avec les gilets jaunes où la plupart sont inculpé-e-s pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences » ou bien « entrave à la circulation » (pour les manifs aux rond-points).

Les avantages pour le pouvoir de ces qualifications c'est de montrer qu'iels n'ont pas commis un crime politique, iels n'ont pas fait quelque chose contre le gouvernement. Iels ont fait quelque chose contre les personnes (diffamation, outrage, rébellion) ou contre les biens (vol, dégradation, casse, entrave à la circulation). Tout ce qui était attentat contre la chose publique, l'État, la politique, est ramené à des atteintes aux personnes et aux biens. Cela permet de les classer comme des criminels et non des opposants politiques.

Un autre aspect de cette même stratégie auquel on ne pense pas forcément c'est que des gens comme le groupe de Tarnac n'ont pas été renvoyé devant des cours d'assises mais en correctionnelle c'est à dire devant des juridictions où l'avocat a moins de temps pour déployer sa plaidoirie et où la médiatisation des inculpé-e-s est moindre. Le pouvoir politique a peur de ceux qui vont apparaître comme les victimes de la répression et le moment où quelqu'un peut apparaître comme victime de la répression, c'est le procès. Il y a donc un enjeu très fort autour du procès et notamment autour de la juridiction dans laquelle le ou la militante ou l'activiste va être jugé-e.

Aujourd'hui on voit que le choix des juges est de déférer un maximum de personne en comparution immédiate (aucune possibilité de politiser quelque chose en 30 minutes). Il reste le tribunal ou la cour d'assises. Les gouvernements ont toujours eu horreur de voir des opposants devant des cours d'assises parce que les cours d'assises c'est les jurés citoyens et qu'ils ont toujours eu tendance à avoir de la sympathie pour des ennemis politiques c'est à dire pour ceux qui avaient agi pour des motifs idéologiques et non pas pour des motifs comme

la vengeance, la jalousie, la haine, l'argent.

En général, le gouvernement et les juges font le choix du tribunal correctionnel (ce que font les manifestant-e-s n'est pas assez grave pour passer en cour d'assises) car c'est le tribunal des petits procès, des petites affaires ; l'avocat n'a pas de place dans un tribunal correctionnel pour une grande plaidoirie politique, on ne peut pas faire venir de grands témoins bref on ne peut pas politiser la répression (Tarnac est une exception).

Une autre stratégie est d'enlever de la rationalité aux mouvements de contestation en faisant croire que ces mouvements veulent le chaos. En clair ce qui est commis n'est pas réfléchi; c'est de la violence pur. Ce qui n'est pas rationnel n'est donc pas défendable. et n'est donc pas politique. Le but est d'enlever de la sympathie à des mouvement qui sont bien vus par l'opinion publique et de dire à la population qu'il ne faut pas être solidaire.

On a vu surgir assez récemment l'imputation de terrorisme face aux antispécistes, aux résistances syndicales ou aux injustices sociales<sup>3</sup>. Les activistes ont toujours été considéré-e-s comme des terroristes par les juges mais ça n'avait pas d'implications sur l'opinion publique, ni en terme de peine. Aujourd'hui les choses ont changé. Depuis les attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan, dire de quelqu'un qu'il est un terroriste n'a pas symboliquement la même signification qu'auparavant. Cela a une résonance émotionnelle forte. Il en est de même quand on parle de grève qui prend en otage les gens. Cette assimilation militantisme/terrorisme veut dire quelque chose en terme de répression. On va appliquer à des militant-e-s des dispositifs antiterroristes. Au final ces militant-e-s ne sont pas jugé-e-s comme des terroristes mais traité-e-s comme des terroristes.

On mobilise maintenant des dispositifs antiterroristes en matière de surveillance contre des militant-e.s. C'est ce qu'on voit à Bure notamment (écoutes, photographies, valises espionnes qui capte des appels téléphoniques). Cette assimilation va aggraver la répression et permettre concrètement d'appliquer la lutte antiterroriste à la contestation politique. On voit par exemple que des éléments de l'état d'urgence pour des situations tout à fait exceptionnelles, initialement prévus pour la guerre d'Algérie sont entrés dans la législation commune. L'exception se banalise, elle devient ordinaire. Aujourd'hui on a plus besoin de l'état d'urgence pour être soumis-e à des dispositifs d'état d'urgence (assignation à résidence, perquisition administrative). Des législations liberticides votées officiellement pour contrer le terrorisme s'empilent continuellement de manière tout à fait cyclique. Elle s'appliquent maintenant au militantisme. L'état d'urgence a été confirmé juste après les attentats du Bataclan en novembre 2015 ; 3 semaines après, ce sont des militant-e-s de la COP21 qui ont été assigné-e-s à résidence. Il n'a fallu que 3 semaines pour qu'un dispositif officiellement adopté pour lutter contre des djihadistes qui venaient de commettre un massacre s'applique à des militants écologiques. Il y a eu des centaines d'interdiction de séjour contre des militant-e-s pendant l'état d'urgence c'est à dire des interdiction de manifester. On en arrive à une généralisation des interdictions de manifester.

---

3. Pierre Gattaz patron du Medef dans le quotidien le monde 31 mai 2016 a déclaré : « faire respecter l'état de droit c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, des terroristes, ne bloquent pas le pays »



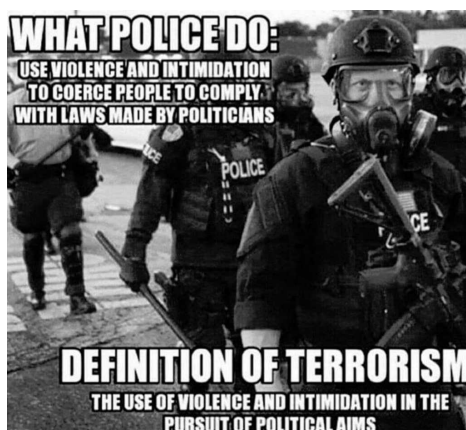
Une des tactiques est de tuer les manifestations dans l'œuf. Le 08 décembre 2018, le gouvernement a eu très peur de cette manifestation des gilets jaunes suite aux événements du 1er décembre ; 1723 arrestations préventives ont eu lieu sur le sol français dont plus de 1000 à Paris pour les empêcher de militer. Cette répression préventive avait pour but d'éviter que le mouvement prenne de l'ampleur et de pouvoir annoncer par la suite un essoufflement de la mobilisation.

On en revient à l'application de l'antiterrorisme puisque l'antiterrorisme est préventif ; il vise à empêcher des gens de passer à l'acte.

L'époque devient de plus en plus répressive et les tendances sécuritaires dans les démocraties occidentales fait que la population accepte de tels privations de liberté. 36 % des français sont d'accord pour torturer des gens si ce sont des terroristes par exemple<sup>4</sup>. 50 % des français sont prêts à renoncer à un peu de leur liberté pour plus de sécurité. L'insécurité devient primordiale au détriment de la liberté avec cet argument insupportable : « je n'ai rien à me reprocher ». Cet argument permet d'expliquer que toute cette répression passe. Toutes les lois répressives, liberticides ont toujours été votées que ce soit par les partis de gauche ou les partis de droite.

Cette soumission de la population à ces lois liberticides, cette résignation à voir les libertés publiques être grignotées au fil des ans, la droitisation de la société (qui dit droite dit ordre et répression) ne présage rien de bon. La répression, même si elle touche parfois l'extrême droite, vise plutôt les mouvements progressistes (gauche, extrême gauche). Il y a donc beaucoup de gens qui ne se sentent pas concerné-e-s par ça. Il y a aussi cette absence de conscience que la répression peut se retourner un jour contre eux du jour au lendemain. Si on faisait le bilan de notre appareil répressif en France, beaucoup serait effrayé.

Militer aujourd'hui, manifester, revendiquer, lutter doit s'inscrire dans des formes préétablies considérés comme acceptables, légitimes, pacifiques, légalistes, respectueuse de la police, respectueuse de l'état. On est en train de réduire la sphère de ce qui peut se faire en matière de militantisme. Le gouvernement voudrait que les manifestations se passent comme en juin 2016 où on a tourné autour de la place de la bastille sur 1,5 km. Si on multiplie les délits liés au militantisme, on arrivera à une aseptisation de celui-ci.



---

4. "Du bon usage de la torture" de Michel Terestchenko

## Un Texte

Je n'arrêtera pas de parler de ça, de le répéter maintes et maintes fois tant que cela sera nécessaire. A chaque seconde, une quantité énorme d'animaux sont torturé-e-s, violé-e-s, humilié-e-s, forcé-e-s à naître, privé-e-s de leur liberté et assassiné-e-s.

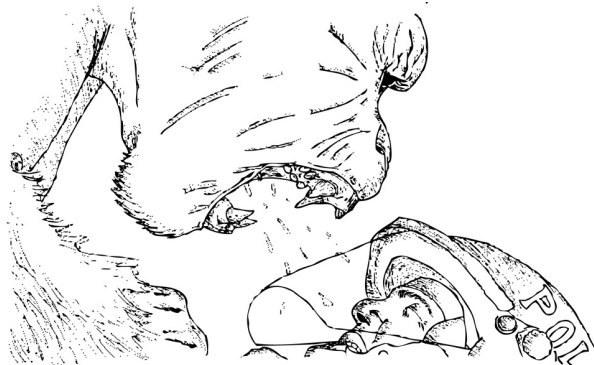
Quelques statistiques parlent de 2000 animaux par seconde assassiné-e-s dans le monde. Imaginez donc le nombre d'individu-e-s assassiné-e-s dans cette dernière phrase, dans ce texte. Combien de libertés sont brisées, combien de douleur et de peur seront transmises pour un plaisir gustatif.

C'est quelque chose avec lequel nous vivons, que nous acceptons dans la société d'une manière ou d'une autre en en faisant partie. Certains nient cette société et la combattent.

Quelle est la raison de leur torture ? Quelle est la raison de leur assassinat ? Le fait de ne pas appartenir à l'espèce humaine et ses hiérarchies. Ce sont les hiérarchies qui valident ce système, le fait que certain-e-s se croient au dessus des autres. Est-ce une guerre entre espèces ? Pas du tout. Seule une espèce est dans le conflit. Ce sont les êtres humain-e-s qui sont à la base de la pyramide de l'inégalité.

Ceux qui perdent toujours, ceux qui ne sont jamais écouté-e-s, ceux qui sont emprisonné-e-s, ceux qui sont domestiqué-e-s contre leur volonté, ceux qui sont menacé-e-s d'extinction, ceux dont leur habitat est de plus en plus menacé, les misérables qui ne savent plus où se réfugier devant la menace humaine sont les autres animaux.

Nous devons combattre les anthropocentristes, assassins, violeurs, tortureurs, matons, destructeurs de la terre et tout ceux qui se nourrissent de ces pratiques oppressives même quand ils se disent anti-autoritaires, anarchistes, ami-e-s, famille ou quoi que ce soit d'autres. Ces ordures acceptent de faire partie de l'hégémonie humaine. Moi et plein d'autres acceptons de leur faire la guerre sous n'importe quelle forme. Il est fondamental d'arrêter de normaliser l'holocauste animal sous toutes ses formes explicites ou subtiles, de le décrier, le combattre autant de fois qu'il sera nécessaire.



## **DIY: fiche pratique**

### **Véganaise:**

- 1 verre de lait de soja nature
- 2 verres d'huile de tournesol
- 1 pincée de curcuma en poudre
- jus d'1 citron
- sel
- 2 gousses d'ail petites ou 1 gousse normale.

Tout mettre dans le mixeur, et mixer. Attention, certain-e-s préfère mettre seulement la moitié du jus de citron pour démarrer. Cela dépend des goûts (il y en qui aiment plus citroné que d'autres). En rajoutant plus d'ail, on peut faire un alioli. On peut rajouter également du persil.

### **Caviar d'aubergines:**

- 3 Aubergines
- 5 cuillères à soupe de Tahin
- Jus d'un citron
- Sel
- 1 gousse d'ail
- 1 filet d'huile d'olive

Placer les aubergines dans un plat de four, les piquer avec une fourchette de tous les côtés. Faire les aubergines au four jusqu'à que leur peau devienne noir. Laisser refroidir. Enlever la peau (elle s'enlève facilement). Mélanger dans un mixeur la chair d'aubergine avec le reste d'ingrédients.

Goûter et rajouter du sel, du citron, de l'ail ou du tahin en fonction du goût de chaque personne.

Servir frais.



« On m'a souvent accusée de plus de sollicitude pour les bêtes que pour les gens : pourquoi s'attendrir sur les brutes quand les êtres raisonnables sont si malheureux ? C'est que tout va ensemble, depuis l'oiseau dont on écrase la couvée jusqu'aux nids humains décimés par la guerre [...]. »

Louise Michel

"Au fond de ma révolte contre les forts, je trouve de plus loin qu'il me souvienne l'horreur des tortures infligées aux bêtes. [...] Et plus l'homme est féroce envers la bête, plus il est rampant devant les hommes qui le dominent."

Louise Michel